



Assemblée générale

Distr. générale
16 juillet 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 75 b) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits de l'homme :
questions relatives aux droits de l'homme, y compris
les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif
des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence fondés sur la religion ou la conviction

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Soumis en application de la résolution [75/187](#) de l'Assemblée générale, le présent rapport rend compte des mesures prises par les États pour lutter contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence fondés sur la religion ou la conviction, ainsi que des activités menées par les Nations Unies à cet égard. Il présente également des conclusions et des observations sur la voie à suivre. Les États sont encouragés à accorder une attention particulière à l'impact de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) du point de vue de l'intolérance religieuse, exprimée aussi bien hors ligne qu'en ligne, des membres des communautés minoritaires étant stigmatisés sous prétexte qu'ils seraient porteurs du virus ou étant victimes de discriminations et d'attaques.

* [A/76/150](#).



I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 75/187 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-seizième session, un rapport comprenant notamment les informations communiquées par la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et portant sur les mesures prises par les États pour lutter contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence fondés sur la religion ou la conviction.

2. Le rapport, qui couvre la période de juillet 2020 à juin 2021, se fonde sur les contributions reçues de 21 États Membres¹ en réponse à une note verbale envoyée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) le 24 février 2021. Dans la section II du rapport, les mesures et initiatives prises par les États sont organisées en rubriques qui correspondent aux points du plan d'action présenté aux paragraphes 7 à 10 de la résolution 75/187 de l'Assemblée générale². La section III décrit les activités entreprises par les Nations Unies pour soutenir la mise en œuvre du plan d'action. La section IV présente des conclusions, en lien, notamment, avec le contexte de la COVID-19, et des observations sur la voie à suivre.

II. Mesures prises par les États Membres pour mettre en œuvre le plan d'action

3. Le HCDH a reçu des informations de l'Andorre, de l'Azerbaïdjan, du Brésil, de Chypre, de la Colombie, de la Croatie, de l'Équateur, de la Fédération de Russie, de la Hongrie, de l'Iraq, de l'Italie, du Liban, de la Macédoine du Nord, de Maurice, de la Namibie, des Philippines, de la Pologne, du Qatar, du Turkménistan, de la Turquie et de l'Uruguay concernant les cadres constitutionnels et législatifs mis en place ou en cours de modification par ces pays en vue de lutter contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence fondés sur la religion ou la conviction.

A. Créer des réseaux collaboratifs visant à favoriser la compréhension mutuelle, à faciliter le dialogue et à susciter une action constructive tendant vers des objectifs communs et l'obtention de résultats concrets, par exemple sous la forme d'un appui à des projets dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la prévention des conflits, de l'emploi, de l'intégration et de l'enseignement des médias³

4. L'Andorre a indiqué que ses trois systèmes éducatifs (andorran, espagnol et français) étaient régis par le principe fondamental selon lequel l'admission de toute personne, indépendamment de son origine, de sa religion, de son sexe ou de son appartenance à un ordre politique ou idéologique, était garantie. Les programmes scolaires du système éducatif andorran comprenaient des projets éducatifs visant à promouvoir les droits humains, la tolérance et la non-discrimination dans les établissements scolaires, à faciliter la participation démocratique, à favoriser la

¹ Le texte original des communications, y compris celles soumises après le délai, est consultable à l'adresse suivante : <https://adsdatabase.ohchr.org/SitePages/Anti-discrimination%20database.aspx>.

² Les résolutions et rapports établis sur cette question depuis 2011 sont disponibles à l'adresse : www.ohchr.org/EN/Issues/Minorities/Pages/CombatingIntolerance.aspx.

³ Résolution 75/187 de l'Assemblée générale, par. 7 a).

cohésion de groupe, à assurer l'apprentissage des valeurs et des compétences sociales et à développer chez les élèves le sens de l'engagement et de la responsabilité dès leur plus jeune âge.

5. La Croatie a fait savoir que des organisations religieuses géraient, en collaboration avec des organismes étatiques et les unités de l'autonomie locale et régionale, des foyers pour femmes victimes de violences domestiques, et que les organisations de la société civile œuvrant dans le domaine de la protection des victimes de violence domestique bénéficiaient de financements réguliers de l'État.

6. La Pologne a indiqué que le Gouvernement coopérait avec les Églises et d'autres organisations religieuses. Plusieurs autres organes avaient été créés pour entretenir un dialogue permanent avec les représentants des Églises et des organisations religieuses, notamment la Conférence épiscopale polonaise et le Conseil œcuménique polonais. Les Églises et les organisations religieuses de Pologne mettaient en œuvre des initiatives conjointes en faveur de la paix, de la sécurité et de la prévention de la violence, telles que, dans le cadre de l'Église catholique romaine, les journées œcuméniques et la journée du judaïsme.

B. Créer, dans l'administration publique, un dispositif adapté permettant, notamment, de déceler et de dissiper les tensions potentielles entre membres de différentes communautés religieuses, et concourir à la prévention des conflits et à la médiation⁴

7. L'Andorre a fait état de la création, en 2019, du poste de Secrétaire d'État à l'égalité et à la participation citoyenne chargé de veiller à l'application du principe d'égalité dans toutes les politiques publiques, conformément au Plan stratégique pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Du fait que ce poste relève du chef de gouvernement, les questions d'égalité ont été placées au centre stratégique de la politique gouvernementale.

8. Le Brésil a fait savoir qu'en application du décret n° 10.174 du 13 décembre 2019, le Ministère de la femme, de la famille et des droits humains était chargé, dans le cadre de son mandat, de coordonner les activités liées aux politiques publiques touchant à la liberté de religion ou de conviction, à la liberté d'expression, à la liberté de conscience, à la liberté académique et à la laïcité des institutions étatiques. Par la suite, le Ministère avait créé l'Unité de coordination de la liberté de religion ou de conviction, de la liberté de conscience, de la liberté d'expression et de la liberté académique, à laquelle avait été spécifiquement confiée la défense de ces libertés. Le Ministère avait également mis en place un numéro d'urgence (« le 100 ») destiné aux victimes d'atteintes aux droits humains, ainsi que des procédures spéciales permettant de traiter les allégations de discrimination religieuse. L'appel était gratuit, pouvait être anonyme et donnait lieu à l'attribution d'un numéro de protocole unique, qui permettait aux victimes de suivre la progression et le règlement de leur dossier.

9. L'Iraq a indiqué que les services gouvernementaux compétents ainsi que les organisations non gouvernementales spécialisées avaient continué de fournir des services conformément aux stratégies adoptées en vue de limiter les dommages causés par la violence fondée sur la religion ou la conviction, exercée notamment par Daech. De plus, le Gouvernement a créé, au sein du Ministère de l'intérieur, une direction chargée de protéger les familles et les enfants de la violence domestique et de prévoir

⁴ Ibid., par. 7 b).

des moyens et des mesures permettant de prévenir les dommages résultant de la violence faite aux femmes et aux enfants.

10. L'Uruguay a indiqué que la Commission honoraire contre le racisme, la xénophobie et toutes les autres formes de discrimination avait été chargée, en vertu de la loi n° 17.817, de prévenir et de combattre toutes les formes de discrimination en Uruguay, d'organiser des campagnes visant à préserver le pluralisme social, culturel et religieux et d'assurer leur promotion, de recueillir et de centraliser des informations sur les comportements racistes, xénophobes et discriminatoires, de garder une trace de ces comportements et de saisir la justice en conséquence, de donner des conseils aux victimes de discrimination, et d'informer l'opinion publique sur les attitudes et les comportements discriminatoires.

C. Encourager la formation des agents de l'État à des stratégies efficaces de communication⁵

11. L'Azerbaïdjan a indiqué qu'en 2020, le Comité d'État sur les associations religieuses avait mené, en collaboration étroite avec les autorités exécutives, les forces armées, les services de police, les institutions éducatives, des organisations de jeunes, des organisations religieuses et d'autres organisations non gouvernementales, une cinquantaine d'actions de sensibilisation, y compris en ligne, auxquelles plus de 5 000 personnes avaient participé. En raison de la propagation de la COVID-19 et des obligations d'isolement social imposées en Azerbaïdjan depuis mars 2020, les activités de sensibilisation religieuse qui devaient se dérouler en public ont eu lieu par vidéoconférence.

12. Le Brésil a fait savoir que le Ministère de la femme, de la famille et des droits humains avait mis en place un partenariat institutionnel avec l'Université fédérale d'Uberlândia sur un projet visant à promouvoir la liberté de religion ou de conviction. Il s'agissait de produire des contenus numériques et imprimés, assortis de recommandations, destinés aux agents de l'État et diffusés par l'intermédiaire de l'École nationale de l'administration publique. Le projet prévoyait en outre l'élaboration d'un manuel sur l'exercice collectif et l'autonomie organisationnelle des entités religieuses, l'établissement de quatre rapports sur la jurisprudence et les expériences nationales et internationales en matière de liberté de religion ou de conviction et l'organisation d'activités de formation en ligne sur le manuel et les rapports.

13. Le Qatar a indiqué que le Département des droits humains du Ministère de l'intérieur avait à cœur d'intégrer les principes et les valeurs de l'égalité, de la non-discrimination et de l'acceptation d'autrui, ainsi qu'une culture du dialogue dans tous ses programmes éducatifs et ses formations. Les programmes étaient conçus en ayant à l'esprit que les membres des forces de police qataries exerçaient leurs fonctions dans un environnement multiculturel, multiracial et multireligieux.

D. Encourager les dirigeants à aborder avec les membres de leur communauté les causes de la discrimination, et élaborer des stratégies propres à y remédier⁶

14. La Colombie a fait état de la mise en place d'un programme visant à former 2 000 chefs religieux à la conception, l'élaboration et la présentation de projets sur la

⁵ Ibid., par. 7 c).

⁶ Ibid., par. 7 d).

liberté religieuse. Une brochure fournissant des indications sur la manière de présenter un projet a été publiée, par exemple dans le cadre des objectifs de développement durable. En 2020, le Gouvernement a créé le Réseau universitaire pour le respect et la garantie de la liberté religieuse, visant à faciliter la collaboration entre les différentes universités de Colombie pour les aider à développer des programmes universitaires, des groupes de recherche et des cours sur la liberté religieuse.

15. La Namibie a fait savoir que le Gouvernement continuait de travailler avec les organisations d'inspiration religieuse pour lutter contre la violence fondée sur le genre, les pratiques néfastes et l'abus de drogues et d'alcool. Les groupes religieux enregistrés en tant qu'organisations à but non lucratif ou qu'associations étaient exonérés d'impôts, tandis que les autres organisations d'inspiration religieuse pouvaient aussi se faire enregistrer en tant qu'organismes de bienfaisance auprès du Ministère de la santé et des services sociaux.

16. Les Philippines ont indiqué que le Gouvernement, par l'intermédiaire du Bureau du conseiller présidentiel pour le processus de paix, menait régulièrement des activités d'éducation à la paix et des caravanes de la paix dans les communautés touchées ou menacées par des conflits. Il a, de plus, été le premier à développer des approches tenant compte des risques de conflits et promouvant la paix en formant les débiteurs d'obligations en matière de droits humains, les organisations de la société civile et les communautés, et en encourageant des initiatives en faveur de la jeunesse, de la paix et de la sécurité en 2020 et 2021.

E. Dénoncer l'intolérance, y compris l'appel à la haine religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence⁷

17. La Croatie a fait savoir que le programme du Gouvernement pour la période 2020-2024 avait clairement mis l'accent sur la condamnation des discours de haine dans les espaces publics et sur les réseaux sociaux, ainsi que sur le renforcement de la prévention par des campagnes publiques et des activités d'éducation aux médias. Compte tenu du fait que la crise de la COVID-19 avait mis en lumière, voire exacerbé les inégalités, un ensemble de mesures était actuellement mises au point pour renforcer les capacités du secteur public à assurer la protection des droits humains et lutter contre la discrimination dans les situations de crise.

F. Adopter des mesures pour incriminer l'incitation à la violence imminente fondée sur la religion ou la conviction⁸

18. La Croatie a indiqué que le Ministère de la justice et de l'administration publique, en vertu de ses obligations découlant de la loi antidiscrimination et du Protocole relatif aux procédures applicables en cas de crimes de haine, recueillait des données auprès des juridictions compétentes et les regroupait, notamment des données désagrégées sur la discrimination et les crimes de haine fondés sur la religion ou la conviction. En avril 2021, le Gouvernement avait adopté un nouveau protocole relatif aux procédures applicables en cas de crimes de haine. Par ailleurs, le système de suivi était en cours de perfectionnement, avec notamment une classification séparée des crimes de haine et des infractions pénales d'incitation publique à la violence et à la

⁷ Ibid., par. 7 e).

⁸ Ibid., par. 7 f).

haine, ainsi qu'une ventilation des données en fonction des préjugés ayant motivé l'infraction.

19. La Pologne a fait savoir que les dispositions de la Décision-cadre 2008/913/JAI du Conseil de l'Union européenne sur la lutte contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie au moyen du droit pénal avaient été transposées dans la législation polonaise, notamment dans les articles 18 et 255 à 257 du Code pénal. De plus, le Ministère de l'intérieur et de l'administration coordonnait la mise en œuvre d'un programme de formation destiné aux responsables de l'application des lois, pour les aider à identifier les crimes de haine, à les prévenir, à intervenir lorsqu'ils survenaient et à prendre des mesures adaptées lors des enquêtes.

20. La Fédération de Russie a indiqué avoir répertorié, en 2020, un total de 63 infractions relevant de l'article 282 du Code pénal, qui sanctionnait l'incitation à la haine ou à l'inimitié, ainsi que les atteintes à la dignité humaine. Parmi celles-ci, 49 infractions avaient été commises par le biais d'Internet, ce qui représentait une augmentation par rapport à 2019, lors de laquelle 12 infractions sur 19 avaient été liées à Internet.

G. Comprendre qu'il faut lutter contre le dénigrement et les stéréotypes négatifs fondés sur la religion, ainsi que contre l'incitation à la haine religieuse, moyennant la mise au point de stratégies et l'harmonisation des initiatives aux niveaux local, national, régional et international à l'aide, notamment, de mesures d'éducation et de sensibilisation⁹

21. La Croatie a indiqué avoir mis en place des programmes de formation destinés aux enseignants, aux policiers, aux fonctionnaires et aux administrations locales et régionales, qui portaient sur la lutte contre la discrimination fondée sur divers motifs, l'antisémitisme et l'enseignement de l'Holocauste. En 2020, la commission de l'éducation, de la science et de la culture du Parlement croate a estimé que l'éducation jouait un rôle essentiel dans la prévention de l'intolérance, et a appelé, en ce qui concernait le racisme et la xénophobie, au renforcement de l'apprentissage tout au long de la vie, insistant sur la nécessité de commémorer dans la dignité les victimes de l'Holocauste.

22. Chypre a fait savoir que l'éducation religieuse couvrait à la fois la tradition chrétienne orthodoxe et le phénomène universel de la religion, y compris les autres confessions chrétiennes et religions. Afin de réduire les procédures bureaucratiques, des dispenses d'éducation religieuse étaient accordées par les bureaux de l'éducation des districts. L'Institut pédagogique de Chypre avait mené plusieurs actions visant à aider les enseignants et les établissements scolaires à appliquer le Code de conduite contre le racisme et le Guide de gestion et d'enregistrement des incidents racistes. Pour l'année scolaire 2019-2020, l'Institut pédagogique avait reçu des signalements de 41 établissements scolaires concernant 245 incidents racistes, dont 11 étaient attribués à la religion.

23. La Turquie a indiqué que diverses modifications avaient été apportées au programme scolaire national afin de couvrir l'enseignement des valeurs fondamentales de non-discrimination, de respect des différences et d'inclusion, et d'intégrer une approche globale de toutes les religions à tous les niveaux d'éducation. L'Institution du médiateur veillait également au respect du principe de prévention de la discrimination par les institutions publiques. En application du Plan d'action en

⁹ Ibid., par. 7 g).

faveur des droits humains, annoncé par le Président le 2 mars 2021, le Code pénal turc allait être modifié afin d'y inclure une nouvelle disposition sur la discrimination et les crimes de haine. De plus, une base de données sur les infractions pénales et les délits motivés par la haine et la discrimination allait être créée.

H. Reconnaître qu'un débat d'idées ouvert, constructif et respectueux et un dialogue interreligieux, interconfessionnel et interculturel aux niveaux local, national, régional et international peuvent jouer un rôle positif dans la lutte contre la haine religieuse, l'incitation à la haine et la violence¹⁰

24. La Colombie a fait état de la création par le Gouvernement d'un répertoire des initiatives interconfessionnelles. Le secteur religieux a été reconnu comme une partie prenante essentielle dans l'édifice social et dans le processus de développement durable. Le plan national de développement pour la période 2018-2022 a pour la première fois inclus la liberté religieuse dans les objectifs spécifiques du Gouvernement.

25. Chypre a fait état de la poursuite du programme « Imagine », qui prévoyait la mise en œuvre d'un large éventail d'activités liées aux droits humains et à la lutte contre le racisme, dans le cadre de l'éducation vers une culture de la paix. Le programme a été organisé dans la zone tampon pendant les heures de classe, en collaboration avec l'Association for Historical Dialogue and Research (Association pour le dialogue et la recherche historiques) et le centre Home for Cooperation (Maison de la coopération), sous les auspices du Comité technique bicommunautaire de l'éducation. Il a été approuvé par les négociateurs des deux communautés. Le programme a consisté en des activités pédagogiques dans le cadre desquelles des élèves chypriotes grecs sont entrés en contact avec des élèves chypriotes turcs du même âge, accompagnés de leurs enseignants. Si le programme a été poursuivi pendant l'année scolaire 2019-2020 et a été enrichi par des activités et des rencontres d'élèves supplémentaires, sa mise en œuvre a été limitée en 2020-2021 en raison des restrictions dues à la COVID-19.

26. L'Iraq a fait savoir que la visite du pape François dans le pays du 5 au 8 mars 2021, au cours de laquelle il a célébré des services religieux dans plusieurs villes irakiennes et visité la ville historique d'Our, avait reçu un bon accueil national, régional et international. Sa rencontre avec le grand ayatollah Ali Al-Sistani a représenté une étape importante dans les efforts conjoints pour encourager la tolérance et prévenir la discrimination et les persécutions, et l'Iraq a annoncé que le 6 mars de chaque année serait la journée nationale de la tolérance afin de commémorer cette visite historique.

27. Maurice a indiqué qu'en février 2021, le Gouvernement avait adopté un accord de principe sur la tenue de consultations avec les parties prenantes et le grand public concernant les modifications proposées à la loi sur les technologies de l'information et de la communication, afin de régler le problème de l'usage abusif des médias sociaux à Maurice.

¹⁰ Ibid., par. 7 h).

I. Prendre des mesures efficaces pour que, dans l'exercice de leurs fonctions, les agents de la fonction publique ne se livrent à aucune forme de discrimination fondée sur la religion ou la conviction¹¹

28. La Colombie a fait état de sa campagne nationale de prévention de la discrimination fondée sur les convictions religieuses, qui a été promue auprès des agents d'institutions telles que la Police nationale et le Ministère de l'intérieur.

29. La Hongrie a indiqué qu'en coopération avec la communauté islamique hongroise, un guide sur le traitement approprié des détenus musulmans avait été élaboré à l'intention du personnel pénitentiaire. De plus, l'administration pénitentiaire offrait la possibilité de jeûner pendant le mois du ramadan et les établissements pénitentiaires pouvaient proposer une alimentation conforme aux préceptes religieux si la demande du détenu était approuvée. Les détenus pouvaient aussi conserver avec eux, dans les cellules ou les salles de séjour, les objets religieux nécessaires à la pratique de leur religion. Dans le cadre de la coopération entre la Direction générale de l'application de la loi et la Direction générale des enquêtes sur les infractions, une brochure contenant des informations et des conseils à l'intention des victimes de crimes de haine avait été publiée en février 2021.

30. La Pologne a fait savoir qu'entre 2019 et 2020, l'École nationale de la magistrature et du ministère public avait organisé plusieurs sessions de formation sur les aspects pratiques de la diversité culturelle dans les procès pénaux et qu'elle prévoyait, en 2021, des sessions de formation sur la diversité culturelle des parties à une procédure pénale. L'École nationale a permis aux juges et aux procureurs polonais de participer à des activités de formation internationales sur la législation antidiscriminatoire et la législation sur l'égalité des genres de l'Union européenne.

31. La Fédération de Russie a indiqué que le texte de la résolution [75/187](#) de l'Assemblée générale avait été porté à l'attention des juges et du personnel de la Cour suprême et des juridictions inférieures de la Fédération, notamment par sa publication dans le système automatisé desdites juridictions. Au 19 mars 2021, le système automatisé contenait 90 résolutions de l'Assemblée générale, 450 rapports établis par les rapporteurs spéciaux du Conseil des droits de l'homme et plusieurs documents adoptés par la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance en lien avec le thème de la résolution [75/187](#).

J. Encourager la liberté religieuse et le pluralisme religieux en donnant aux membres de toutes les communautés religieuses la possibilité de manifester leur religion et de contribuer ouvertement à la société, dans des conditions d'égalité¹²

32. L'Andorre a fait état de l'adoption de la loi n° 13/2019 sur l'égalité de traitement et la non-discrimination, qui énonce les définitions de base devant prévaloir dans tous les domaines de la vie sociale, et garantit l'application effective du principe d'égalité en reconnaissant son caractère de droit subjectif. Pour la première fois, le principe du renversement de la charge de la preuve a été introduit dans le système juridique andorran, et la loi a instauré un régime de sanctions spécifiques qui garantit le respect de la loi.

¹¹ Ibid., par. 8 a).

¹² Ibid., par. 8 b).

33. L'Azerbaïdjan a fait savoir que 969 communautés de croyants (932 communautés musulmanes, 26 chrétiennes, huit juives, deux baha'i et une krishnaïte) étaient enregistrées en Azerbaïdjan en mars 2021 et que le pays comptait 2 250 mosquées, 16 églises et sept synagogues. De plus, le Comité d'État sur les associations religieuses s'employait à créer des conditions propices à la liberté religieuse, à enregistrer les communautés de croyants et à renforcer la tolérance, la compréhension mutuelle et le respect entre communautés de différentes confessions. L'État apportait une aide financière aux communautés de croyants par le biais du fonds de réserve du Président.

34. Le Brésil a fait état de l'adoption de la loi n° 13.796/2019, qui garantissait aux élèves et aux étudiants des établissements d'enseignement publics et privés le droit de passer leurs examens à d'autres dates lorsqu'ils tombaient sur des jours de fête liturgique. Le Brésil appliquait un modèle de laïcité collaborative, dans lequel les sphères politique et religieuse étaient séparées et l'État et les organisations religieuses pouvaient coopérer. Cette coopération s'était avérée particulièrement importante dans le contexte de la lutte contre la pandémie de COVID-19, pendant laquelle des organisations représentant différentes religions ou convictions ont soutenu les populations vulnérables, en aidant à assurer leur sécurité alimentaire, entre autres contributions fondamentales.

35. La Colombie a indiqué avoir entamé une analyse approfondie du secteur religieux dans le cadre d'un accord avec le Programme des Nations Unies pour le développement. À ce jour, plus de 2 000 organisations religieuses avaient été analysées et décrites au regard de l'impact social de leurs activités sur les territoires où elles étaient implantées. La principale conclusion était que les acteurs religieux jouaient un rôle majeur dans le développement national.

36. L'Équateur a fait savoir qu'il avait reconnu plus de 5 000 organisations religieuses, dont les membres étaient principalement des évangéliques, des chrétiens évangéliques indigènes et des pentecôtistes. Le pays comptait également des organisations religieuses amérindiennes et musulmanes, qui pratiquaient leur religion en toute liberté et égalité. Au cours de la seule année 2020, 160 nouvelles organisations religieuses avaient été créées en Équateur.

37. La Macédoine du Nord a indiqué que 40 entités religieuses étaient actuellement enregistrées dans le pays, dont trois l'avaient été en 2020. La Commission chargée des relations avec les communautés et les groupes de croyants avait été continuellement en contact avec les entités religieuses en 2020, ce qui avait contribué, pendant la crise de la COVID-19, à une transmission plus rapide des informations sur la protection contre le virus.

38. La Pologne a fait savoir que la liberté de conscience et de religion était garantie, notamment par l'incrimination des actes de discrimination contre les personnes en raison de leur religion ou de leur absence d'appartenance religieuse, et par l'incrimination des comportements dirigés contre la manifestation publique d'une religion.

39. La Fédération de Russie a indiqué que 31 598 organisations religieuses représentant plus de 60 confessions étaient enregistrées, dont 484 avaient été enregistrées par le Ministère de la justice en 2020. Les citoyens de la Fédération de Russie étaient égaux devant la loi dans tous les domaines de la vie civile, politique, économique, sociale et culturelle, indépendamment de leur attitude au regard de la religion et de leur appartenance religieuse. Les citoyens étrangers et les apatrides se trouvant en situation régulière sur le territoire de la Fédération de Russie jouissaient du droit à la liberté de conscience et à la liberté de religion sur un pied d'égalité avec les citoyens russes et étaient tenus pour responsables en vertu des lois fédérales en

cas de violation de la législation sur la liberté de conscience, la liberté de religion et les associations religieuses.

40. Le Turkménistan a indiqué que 132 organisations religieuses avaient été enregistrées auprès du Ministère de la justice, dont 109 organisations musulmanes, 12 organisations orthodoxes et 11 organisations représentant d'autres confessions. En vertu de la loi sur la liberté de conscience et les organisations religieuses, les citoyens du Turkménistan étaient égaux devant la loi, indépendamment de leur attitude au regard de la religion et de leur appartenance religieuse, et les citoyens étrangers et les apatrides jouissaient du droit à la liberté de religion sur un pied d'égalité avec les citoyens turkmènes.

K. Encourager la représentation et la participation véritable de toutes les personnes, quelle que soit leur religion ou leur conviction, dans tous les secteurs de la société¹³

41. La Croatie a fait savoir que des mesures avaient été prises pour encourager et garantir la représentation des minorités religieuses, ainsi que la participation véritable des personnes dans tous les secteurs de la société. En 2021, la Croatie avait adopté sa Stratégie nationale de développement à l'horizon 2030, dont l'une des priorités horizontales était la promotion de l'égalité et de l'égalité des chances. Par conséquent, toutes les politiques publiques devraient contribuer au développement de la société sans discrimination fondée sur les convictions religieuses ou sur d'autres formes d'intolérance.

42. La Turquie a indiqué que le Plan d'action pour les droits humains de mars 2021 visait à assurer l'exercice de la liberté de religion et de conscience dans la plus large mesure possible. Pour atteindre cet objectif, les salariés des secteurs public et privé, ainsi que les étudiants/écoliers, quelle que soit leur religion, pourraient prendre des congés pendant les fêtes de leurs religions respectives. De plus, des espaces seraient aménagés dans les bâtiments et les lieux publics afin que les personnes appartenant à différents groupes confessionnels puissent accomplir, selon la demande et les besoins, leurs obligations religieuses.

43. Le Turkménistan a fait savoir qu'il préparait actuellement l'adoption d'un nouveau Plan d'action national 2021-2025 en faveur des droits humains, dont un volet serait consacré aux mesures visant à garantir la liberté de religion, d'opinion et de parole, la liberté d'association et les droits des journalistes. Le nouveau plan, comme les précédents, serait mis en œuvre en coopération avec le Programme des Nations unies pour le développement.

L. S'efforcer énergiquement de lutter contre le profilage religieux, qui consiste pour les forces de l'ordre à utiliser de façon discriminatoire la religion pour les interrogatoires, les fouilles et autres procédures d'enquête¹⁴

44. L'Azerbaïdjan a indiqué que, conformément à l'article 4 de la loi sur la liberté de religion, tous les individus, quelle que soit leur religion, étaient égaux devant la loi et les tribunaux, et que toute indication de l'appartenance religieuse d'une personne dans des documents officiels n'était autorisée qu'à sa demande.

¹³ Ibid., par. 8 c).

¹⁴ Ibid., par. 8 d).

45. La Turquie a fait savoir que les nouvelles cartes d'identité des citoyens turcs ne comportaient aucune indication de religion afin de prévenir tout comportement discriminatoire susceptible d'en découler.

M. Adopter des mesures et des politiques visant à promouvoir le plein respect et la protection des lieux de culte et des sites religieux, des cimetières et des sanctuaires, et prendre des mesures de protection lorsque ces lieux risquent d'être vandalisés ou détruits¹⁵

46. La Colombie a fait savoir qu'elle avait accueilli, en 2020, le premier Forum hémisphérique sur la liberté de religion ou de croyance, lors duquel les participants avaient pu examiner les actions et les stratégies actuellement menées en Amérique en matière de protection des expressions religieuses et des lieux de culte, ainsi que les obstacles au dialogue interconfessionnel. Des représentants de l'État, du monde universitaire et de la société civile avaient échangé des points de vue sur des questions telles que la tolérance, l'inclusion et le refus de la discrimination religieuse.

47. Le Liban a indiqué que l'article 475 du Code pénal sanctionnait la perturbation des cérémonies religieuses et la démolition des lieux de culte. En ce qui concernait les mesures spéciales adoptées pendant la pandémie de COVID-19, lorsque la crise sanitaire avait débuté au Liban en mars 2020, les autorités avaient décidé de fermer la plupart des lieux de rassemblement, y compris les lieux de culte, à titre de précaution pour empêcher la propagation du virus. Environ deux mois plus tard, le Gouvernement avait décidé d'autoriser à nouveau les citoyens à se rendre dans les mosquées et les églises, à condition que les conditions sanitaires et les mesures de sécurité publique soient respectées.

N. Redoubler d'efforts pour favoriser un dialogue à l'échelle mondiale en vue de promouvoir à tous les niveaux une culture de la tolérance et de la paix fondée sur le respect des droits de l'homme et de la diversité des religions et des convictions¹⁶

48. L'Azerbaïdjan a indiqué que le Comité d'État sur les associations religieuses avait coopéré avec des institutions d'Arabie saoudite, de Belgique, du Kirghizistan, d'Ouzbékistan, de Pologne et de Turquie. Au niveau régional, ledit Comité avait participé, en novembre 2020, à la réunion supplémentaire sur la dimension humaine de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe sur le rôle de la société civile et de la technologie numérique dans la promotion de la liberté de religion ou de conviction pour tous.

49. Le Brésil a fait savoir qu'il accueillerait, à Brasilia en novembre 2021, la quatrième rencontre ministérielle pour la promotion de la liberté de religion ou de conviction, ainsi que la deuxième rencontre ministérielle de l'International Religious Freedom or Belief Alliance (Alliance internationale pour la liberté de religion ou de conviction).

¹⁵ Ibid., par. 9.

¹⁶ Ibid., par. 10.

III. Activités menées par les Nations Unies pour soutenir la mise en œuvre du plan d'action

A. Bureau de la prévention du génocide et de la responsabilité de protéger

50. La Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide a continué de jouer le rôle de personne référente pour la mise en œuvre de la Stratégie et du Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine¹⁷, en coopération avec un groupe de travail dirigé par le Bureau de la prévention du génocide et de la responsabilité de protéger et les Présences des Nations Unies sur le terrain. Lors du lancement de la stratégie, le Secrétaire général a également appelé à convoquer une conférence ministérielle mondiale sur le rôle de l'éducation dans la lutte contre les discours de haine. La conférence a été retardée en raison de la pandémie, mais elle devrait avoir lieu en octobre 2021. La conférence est organisée conjointement par le Bureau de la prévention du génocide et de la responsabilité de protéger et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

51. Pendant la période considérée, le Bureau de la prévention du génocide et de la responsabilité de protéger a continué à aider, par le biais d'une assistance technique et d'un renforcement des capacités, les bureaux extérieurs des Nations Unies à élaborer des plans d'action adaptés à leur propre contexte afin de mettre en œuvre la Stratégie des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine. En septembre 2020, le Bureau a publié des orientations détaillées pour la mise en œuvre à l'intention des Présences des Nations Unies sur le terrain¹⁸ et a continué à mettre œuvre le Plan d'action des responsables et acteurs religieux pour prévenir l'incitation à la violence pouvant mener à des atrocités criminelles¹⁹.

52. En réponse à l'appel du Secrétaire général à la solidarité, à l'unité et à la compassion pendant la crise de la COVID-19, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Conseiller spécial pour la prévention du génocide et le Haut-Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations ont organisé conjointement une consultation virtuelle avec les chefs religieux et les acteurs confessionnels en mai 2020. La consultation a abouti à l'Engagement mondial des acteurs religieux et des organisations confessionnelles à lutter contre la pandémie de COVID-19 en collaboration avec les Nations Unies²⁰. L'Engagement mondial comprend une déclaration des chefs religieux et des acteurs confessionnels précisant les engagements pris par ces derniers pour faire face à la COVID-19. Il est assorti d'une présentation des activités en cours et des domaines de collaboration possibles avec les Nations Unies. La lutte contre les discours de haine liés à la COVID-19, le dialogue interconfessionnel et le renforcement des capacités occupent une place importante dans ces activités, à la fois en tant que questions intersectorielles et en tant que domaines spécifiques sur lesquels les chefs religieux et les organisations confessionnelles concentrent leurs actions et leurs réponses à la COVID-19.

53. Le HCDH, le Bureau de la prévention du génocide et de la responsabilité de protéger et l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies ont donné suite à l'Engagement mondial en lançant un programme en ligne d'apprentissage entre pairs. Les sujets abordés concernent des domaines dans lesquels les acteurs

¹⁷ www.un.org/en/genocideprevention/documents/UN%20Strategy%20and%20Plan%20of%20Action%20on%20Hate%20Speech%2018%20June%20SYNOPSIS.pdf.

¹⁸ www.un.org/fr/genocideprevention/hate-speech-strategy.shtml.

¹⁹ https://www.un.org/fr/genocideprevention/documents/un_plan_d_action_fr.pdf

²⁰ www.ohchr.org/Documents/Issues/Religion/GlobalPledgeAction.pdf.

confessionnels jouent un rôle particulièrement influent. La série de six webinaires interactifs mensuels, qui s'est déroulée entre décembre 2020 et mai 2021, a permis de partager les bonnes pratiques et les enseignements répertoriés pour promouvoir l'égalité des sexes, lutter contre les discours de haine, protéger les sites religieux, protéger les minorités religieuses ou les minorités de conviction, prévenir les atrocités criminelles et faciliter le dialogue interconfessionnel²¹. Les expériences recueillies à partir des initiatives concrètes des participants, y compris dans le cadre des mécanismes des Nations Unies pour la protection des droits humains, et les recommandations orientées vers l'action tirées de la série de webinaires ont été rassemblées dans des aperçus d'apprentissage entre pairs²².

B. Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies

54. En 2020 et 2021, l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies a continué de jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre du Plan d'action des Nations Unies pour la protection des sites religieux²³. Une campagne mondiale de communication a été lancée en septembre 2020, sous le hashtag #forSafeWorship, par un appel mondial à l'action pour protéger les sites religieux et les fidèles du monde entier. La campagne invite les personnes du monde entier à présenter des récits multimédias sur leurs liens personnels avec des sites religieux. Fin 2020, l'Alliance avait reçu et présenté des récits multimédias de personnes originaires de 14 pays et avait touché 315 000 personnes sur les médias sociaux. L'Alliance continue de mobiliser les communautés de croyants, et notamment les responsables de mouvements de jeunesse, afin de promouvoir l'universalité et le symbolisme des sites et lieux de culte, et l'impératif de les protéger, indépendamment de la religion, de la croyance ou de l'absence de croyance. En ce qui concerne la cartographie des sites religieux, l'Alliance a continué à travailler avec le Programme opérationnel pour les applications satellitaires de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, afin d'achever la définition des modalités de lancement d'une cartographie progressive dans cinq pays pilotes en 2021.

55. Pendant la période considérée, l'Alliance a convoqué et/ou coorganisé plusieurs réunions, lors desquelles des acteurs confessionnels ont pu échanger sur les manières de construire des sociétés plus inclusives et pacifiques, notamment dans le contexte de la lutte contre la COVID-19. En tant que coorganisatrice du septième Forum interconfessionnel annuel du G20, qui s'est tenu en Arabie saoudite en octobre 2020, l'Alliance a participé à plusieurs séries de consultations destinées aux chefs religieux et aux acteurs confessionnels de la région arabe, ainsi qu'aux consultations du groupe de travail sur l'éducation du Forum interconfessionnel du G20. Elle a également apporté sa contribution au groupe d'experts chargé des espaces d'apprentissage inclusifs.

56. Depuis sa désignation par le Secrétaire général en tant que personne référente des Nations Unies pour surveiller l'antisémitisme et renforcer la réponse à ce problème à l'échelle du système, le Haut-Représentant de l'Alliance a continué à s'engager auprès des principales organisations juives et des dirigeants juifs. En mars 2021, il a convoqué à une réunion de haut niveau les envoyés et les coordinateurs nationaux et régionaux pour la lutte contre l'antisémitisme, ainsi que les entités concernées des Nations Unies, notamment l'UNESCO, le Département de la communication globale et les organes conventionnels, afin d'« examiner des

²¹ www.ohchr.org/Documents/Issues/Religion/GlobalPledgeActionConcept.pdf.

²² www.ohchr.org/Documents/Issues/Religion/GlobalPledgeRecommendations.pdf.

²³ www.un.org/sg/sites/www.un.org.sg/files/atoms/files/12-09-2019-UNAOC-PoA-Religious-Sites.pdf.

approches globales pour lutter contre l'antisémitisme ». L'Alliance travaille actuellement à l'élaboration d'un document d'orientation axé sur les résultats, visant à apporter une réponse à l'antisémitisme coordonnée, renforcée et ancrée dans les droits humains. Le Haut-Représentant a également participé à plusieurs manifestations consacrées à la lutte contre l'antisémitisme, telles que le Forum 2020 des Balkans contre l'antisémitisme, organisé par le Parlement albanais, la manifestation de haut niveau sur le rôle des Nations Unies dans la lutte contre l'antisémitisme, organisée par le Congrès juif mondial et la Mission permanente de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies, et la réunion internationale des envoyés et coordinateurs pour la lutte contre l'antisémitisme, organisée par la Commission européenne.

57. Le Haut-Représentant a continué d'étendre la portée de l'engagement de l'Alliance avec les chefs religieux et les acteurs confessionnels à tout le spectre religieux. Désigné comme la principale personne référente des Nations Unies pour l'engagement avec le Higher Committee of Human Fraternity (Haut Comité pour la fraternité humaine)²⁴, le Haut-Représentant a soutenu et invité les entités concernées des Nations Unies à relayer l'appel lancé par le Haut Comité à « Prier pour l'humanité » et à consacrer le 14 mai 2020 à une journée de jeûne, de prières et de supplications pour le bien de l'humanité en vue de mettre fin à la COVID-19.

58. L'Alliance s'est appuyée sur son large réseau de chefs religieux et d'organisations confessionnelles, les incitant à déployer leurs capacités de mobilisation pour promouvoir le respect mutuel, la tolérance, la compréhension et l'unité au sein de leurs communautés, à exprimer leur rejet de l'extrémisme violent, des idéologies radicales, des discours de haine et de la stigmatisation, à promouvoir la diversité culturelle et le pluralisme religieux, à promouvoir l'universalité des sites religieux et des lieux de culte en tant que symboles de notre humanité, de notre histoire et de nos traditions communes, ainsi que le pluralisme, et à insister sur le rôle joué par les individus dans le soutien aux efforts déployés par les pouvoirs publics pour protéger l'ensemble des sites religieux, indépendamment des religions ou des convictions.

59. L'Alliance a lancé, conjointement avec le Bureau de lutte contre le terrorisme et le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, un projet de formation entre pairs, financé par des capitaux d'amorçage, pour renforcer les capacités des jeunes chefs religieux et des jeunes créateurs de médias. Un groupe de 22 jeunes créateurs de médias, de jeunes chefs religieux et d'acteurs confessionnels a ainsi participé, en 2021, à une série d'ateliers pratiques sur le dialogue interreligieux et interculturel, la prévention de l'extrémisme violent par des communications stratégiques, la lutte contre les discours de haine, la démystification de la violence numérique et la promotion de la cohésion sociale, de la tolérance et du respect mutuel.

C. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

60. Le Haut-Commissariat a poursuivi ses travaux consacrés aux diverses dimensions de l'intolérance religieuse, et plus précisément aux multiples formes de discrimination, à la xénophobie, à la liberté de religion ou de conviction, au profilage religieux et à l'incitation à la haine raciale, nationale ou religieuse. En tant que membre du groupe de travail chargé de rendre opérationnels la Stratégie et le Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine, il a élaboré sa propre stratégie sur les discours de haine en mai 2020. Il a également publié deux

²⁴ www.forhumanfraternity.org/.

notes d'orientation en juin 2020, sur la discrimination raciale dans le contexte de la crise de la COVID-19 et sur la COVID-19 et les droits des minorités²⁵.

61. Le HCDH a piloté la boîte à outils #Faith4Rights²⁶ avec des acteurs confessionnels, des universitaires et des mécanismes des Nations Unies pour la protection des droits humains aux niveaux national, régional et mondial²⁷. La boîte à outils traduit la Déclaration de Beyrouth et ses 18 engagements sur « La foi pour les droits » (A/HRC/40/58, annexes I et II) en programmes pratiques d'apprentissage entre pairs, proposant des idées concrètes d'exercices et de cas à débattre concernant la lutte contre l'incitation à la haine et à la violence contre les minorités, notamment dans un contexte de pandémie. Trois webinaires sur le thème « Garder la foi en temps de haine et faire face à la COVID-19 par le prisme de la foi, de l'égalité des sexes et des droits de l'homme », ont été organisés dans le cadre de son initiative Pôle de connaissances, en collaboration avec Religions for Peace, les Rapporteurs spéciaux sur la liberté de religion ou de conviction et sur les questions relatives aux minorités et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes²⁸. Le HCDC et les titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale ont également contribué à la formation accélérée « Stomping out hate speech » (éradiquer le discours de haine), organisée en octobre 2020 par le Bureau de la prévention du génocide et de la responsabilité de protéger et l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, ainsi qu'au cours en ligne ouvert à toutes et à tous sur les normes internationales relatives à la liberté d'expression et à la sécurité des journalistes, organisé conjointement en mai et juin 2021 par l'UNESCO et le Bonavero Institute of Human Rights de l'Université d'Oxford.

62. Le HCDH a élargi ses travaux sur l'antisémitisme, notamment en coopérant avec le Congrès juif mondial dans le cadre d'expositions et de tables rondes. Lors de la dernière Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste (27 janvier 2021), la Haute-Commissaire a publié une déclaration à la presse dans laquelle elle a souligné que l'année 2020 avait été marquée par une augmentation effrayante du nombre de crimes de haine dans de nombreuses sociétés, et par une forte hausse de l'activité antisémite en ligne dans le contexte des bouleversements liés à la pandémie de COVID-19. Le Congrès juif mondial a, en effet, signalé une augmentation de 30 % des insultes anti-juives sur les principaux sites de médias sociaux depuis novembre 2019²⁹.

63. En ce qui concerne l'utilisation et la gouvernance de la technologie numérique par les États et les entreprises du secteur des technologies, le HCDH a joué un important rôle de catalyseur au sein du système des Nations Unies et au-delà, en élaborant des politiques et des cadres fondés sur les droits humains et en plaidant pour le respect des droits des minorités dans l'espace numérique. Il a directement noué des relations avec différentes entreprises. Il s'agit, pour le HCDC, de développer des réponses efficaces et respectueuses des droits aux menaces qui pèsent sur l'espace civique, en collaboration avec les Présences du HCDH sur le terrain et les partenaires de la société civile. Le HCDH est intervenu auprès de différentes plateformes de médias sociaux afin qu'elles redoublent d'efforts pour assumer leurs responsabilités en matière de droits humains, conformément aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. En 2020, le HCDH a collaboré avec Facebook, Google/YouTube et Twitter afin de mieux protéger les défenseurs et

²⁵ www.ohchr.org/Documents/Issues/Racism/COVID-19_and_Racial_Discrimination.pdf et www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/OHCHRGuidance_COVID19_MinoritiesRights.pdf

²⁶ www.ohchr.org/Documents/Press/faith4rights-toolkit.pdf.

²⁷ www.ohchr.org/EN/Issues/FreedomReligion/Pages/FaithForRights.aspx.

²⁸ www.ohchr.org/Documents/HRBodies/CEDAW/Statements/CEDAW_statement_COVID-19_final.doc.

²⁹ <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26689&LangID=F>.

défenseuses des droits humains et d'intervenir lorsque des contenus sont susceptibles d'inciter à l'hostilité, à la discrimination ou à la violence.

D. Organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

64. Dans sa Déclaration sur les dérogations au Pacte international relatif aux droits civils et politiques dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le Comité des droits de l'homme a souligné que les États parties ne pouvaient pas tolérer, même dans des situations d'urgence, les appels à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitueraient une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence, et qu'ils devaient prendre des mesures pour garantir que les déclarations publiques relatives à la pandémie de COVID-19 ne constituent pas une apologie de la haine ou une incitation à la haine envers certains groupes marginalisés ou vulnérables, notamment les minorités et les étrangers (CCPR/C/128/2, par. 2). Dans son Observation générale n° 37 sur le droit de réunion pacifique, adoptée en juillet 2020, le Comité des droits de l'homme se réfère à la grille d'évaluation du seuil en six points définie, pour ce qui concerne l'incitation à la violence, dans le Plan d'action de Rabat sur l'interdiction de l'appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence, ainsi qu'à la Déclaration de Beyrouth sur la foi pour les droits (CCPR/C/GC/37, par. 19 et 50).

65. En novembre 2020, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a adopté sa recommandation générale n° 36 sur la prévention et l'élimination du recours au profilage racial par les représentants de la loi. Le Comité a recommandé aux États de veiller à ce que les organes concourant à l'application de la loi évaluent régulièrement les politiques de recrutement et de promotion et, si nécessaire, adoptent des mesures spéciales temporaires pour remédier efficacement à la sous-représentation des diverses minorités nationales ou ethniques et des groupes qui subissent des formes de discrimination intersectionnelles tenant, entre autres, à la religion, au sexe et au genre, à l'orientation sexuelle, au handicap et à l'âge (CERD/C/GC/36, par. 47). En outre, les États devraient veiller à ce que les systèmes de profilage algorithmique mis en place pour les besoins de l'application de la loi soient conçus dans un souci de transparence, et devraient permettre à des chercheurs et à la société civile d'accéder à leur code et d'en faire l'analyse. Le Comité a également suggéré d'examiner les effets discriminatoires potentiels et effectifs du profilage algorithmique d'après les motifs de la race, de la couleur, de l'ascendance ou de l'origine nationale ou ethnique et leur intersection avec d'autres motifs, comme la religion, le sexe et le genre, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, le handicap, l'âge, le statut migratoire et le travail ou toute autre situation (ibid., par. 60).

E. Procédures spéciales

66. En avril 2020, le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction s'est dit extrêmement préoccupé par le fait que certains chefs religieux et responsables politiques continuaient à exploiter la période difficile de la pandémie de COVID-19 pour répandre la haine contre les juifs et d'autres minorités³⁰. Il a appelé l'ensemble des chefs religieux et des acteurs confessionnels à lutter contre l'incitation à la haine par le dialogue et l'éducation, en mentionnant certains outils utiles, tels que la résolution 16/18 du Conseil des droits de l'homme, la Stratégie et le Plan d'action des

³⁰ www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25800&LangID=E.

Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine, le Plan d'action de Rabat et la boîte à outils #Faith4Rights³¹.

67. En septembre 2020, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar a recommandé au Gouvernement de veiller à ce que la liberté de religion et de conviction puisse être exercée et de faire en sorte que toute apologie de la haine incitant à la violence soit condamnée et combattue efficacement, par l'intermédiaire de la presse écrite, la radiodiffusion et les médias sociaux, conformément à la résolution 16/18 du Conseil des droits de l'homme et au Plan d'action de Rabat sur l'interdiction de l'appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence [A/75/335, par. 99 m)].

68. En octobre 2020, le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction a insisté sur le fait que pour que personne ne soit laissé de côté, il était indispensable que les efforts déployés en matière de développement durable favorisent l'inclusion politique, sociale et économique des personnes appartenant à des minorités religieuses ou des minorités de conviction. Par conséquent, le Rapporteur spécial a invité les États à utiliser des indicateurs spécifiques pour mesurer l'impact des interventions sur la réduction des inégalités liées à la religion ou aux convictions (A/75/385, par. 61). Afin de combattre et d'atténuer les effets de l'islamophobie, le Rapporteur spécial a recommandé aux États, dans son rapport 2021 au Conseil des droits de l'homme, de respecter les obligations concernant l'interdiction de tout appel à la haine religieuse constituant une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence, conformément aux normes et aux dispositions juridiques non contraignantes des instruments internationaux élaborés sous les auspices des Nations Unies³².

69. En janvier 2021, quatre titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale³³ ont exhorté le Gouvernement du Sri Lanka à mettre fin à sa politique de crémation forcée des défunts de la COVID-19, qui allait à l'encontre des croyances des musulmans et des autres minorités du pays. Les rapporteurs spéciaux ont fait observer que cette hostilité à l'égard des minorités exacerbait les préjugés existants, les tensions intercommunautaires et l'intolérance religieuse, semant la peur et la méfiance tout en incitant à davantage de haine et de violence³⁴.

70. Le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités a souligné, en mars 2021, que les minorités et autres groupes vulnérables constituaient la majorité des victimes d'incitation à la haine. Il a fait observer que s'agissant des discours haineux, des médias sociaux et des minorités³⁵, deux parties s'opposaient : bon nombre des communautés les plus vulnérables, notamment les minorités religieuses ou les minorités de conviction telles que les bahaïs, les musulmans, les juifs et les chrétiens d'un côté, et les intérêts de certaines des entreprises les plus puissantes de l'autre, avec les États au milieu, dans une position inconfortable (A/HRC/46/57, par. 24 et 36).

³¹ www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25814&LangID=E.

³² Voir A/HRC/46/30, par. 79 d), la résolution 16/18 du Conseil des droits de l'homme, le Plan d'action de Rabat et la Déclaration de Beyrouth et ses 18 engagements sur « La foi pour les droits ».

³³ Le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités, le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association et la Rapporteuse spéciale sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible.

³⁴ www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26686&LangID=E.

³⁵ Thème du Forum 2020 sur les questions relatives aux minorités, voir A/HRC/46/58.

71. À l'occasion du dixième anniversaire de la résolution 16/18 du Conseil des droits de l'homme, en mars 2021, cinq rapporteurs spéciaux³⁶ se sont félicités de ce consensus historique et ont attiré l'attention sur le fait que, malheureusement, une nouvelle vague de stigmatisation, de racisme, de xénophobie et de haine avait été amplifiée par la numérisation et les réseaux sociaux, et aggravée par le contexte de la pandémie, ciblant les minorités et les personnes perçues comme « les autres » en toute impunité. Dans le même temps, ils ont constaté que la surveillance des opinions et des expressions en ligne, le ciblage de certaines communautés religieuses pour des raisons de sécurité nationale et le recours à la législation antiterroriste ou à des dispositions d'ordre public pour supprimer l'expression légitime avaient renforcé les stéréotypes négatifs et pouvaient contribuer à des actes d'intolérance, de discrimination et de violence fondés sur la religion, la conviction ou les opinions dans toutes les régions du monde. Ils se sont également déclarés préoccupés par le fait que certaines mesures étatiques allaient à l'encontre des libertés de religion, de conviction, d'opinion et d'expression, notamment le recours à des lois anti-blaspème et anti-apostasie, qui rendaient les minorités religieuses ou les minorités de conviction, y compris les athées et les dissidents, vulnérables à la discrimination et à la violence. Les rapporteurs spéciaux ont souligné que les États ne devaient ni raviver la notion dangereuse de « dénigrement des religions » ni le débat conflictuel qui avaient sapé les efforts de lutte contre la discrimination et l'intolérance religieuses avant la conclusion de l'accord de consensus dix ans plus tôt³⁷.

IV. Conclusions et observations sur la voie à suivre

72. La pandémie de COVID-19 a mis en lumière voire exacerbé l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence fondés notamment sur la religion ou la conviction. Aussi bien en ligne que hors ligne, l'intolérance religieuse a visé en particulier les membres de communautés minoritaires partout dans le monde, qui ont fait l'objet d'une stigmatisation en tant que porteurs supposés du virus et été victimes de discriminations et d'attaques. La pandémie de COVID-19 et les restrictions de rassemblement et de déplacement qui en ont découlé ont également entravé le dialogue interreligieux, interconfessionnel et interculturel aux niveaux local, national, régional et international.

73. Dans le même temps, la coopération des États avec les organisations d'inspiration religieuse et entre les communautés de croyants ou les communautés de conviction s'est avérée particulièrement importante dans le contexte de la COVID-19, par exemple pour soutenir les personnes en situation de vulnérabilité et fournir une assistance humanitaire. Les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits humains et le HCDH ont diffusé des orientations détaillées sur la COVID-19 et ses implications sur les droits humains³⁸. Les États sont encouragés à accorder une attention particulière à l'impact de la COVID-19 dans le contexte de la violence, de la discrimination et de l'incitation à la haine fondées sur la religion ou la conviction.

³⁶ Le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités, le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association et la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste.

³⁷ www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26937&LangID=E.

³⁸ <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/COVID-19.aspx>.

74. Il convient de se féliciter de ce que 21 États aient présenté des contributions pour le présent rapport, ce qui constitue une augmentation importante par rapport au nombre de contributions reçues pour les rapports précédents³⁹. Tous les États sont encouragés à contribuer davantage afin de fournir des éléments d'apprentissage entre pairs basés sur les pratiques nationales des différentes parties prenantes.

75. En outre, pour la première fois depuis 2012, les États ont fourni, dans les rapports annuels présentés à l'Assemblée générale, des informations sur les mesures prises pour encourager les dirigeants à aborder avec les membres de leur communauté les causes de la discrimination, et élaborer des stratégies propres à y remédier [voir le plan d'action figurant dans la résolution 75/187 de l'Assemblée, par. 7 d)]. Il s'agissait notamment d'informations sur la coopération avec les organisations d'inspiration religieuse pour lutter contre la violence fondée sur le genre et les pratiques néfastes, ainsi que, d'une manière plus générale, sur les activités de formation à la législation relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité des genres.

76. En ce qui concerne les autres paragraphes du plan d'action, pour lesquels peu de mises à jour avaient été reçues auparavant⁴⁰, les États ont également rendu compte en 2021 de plusieurs mesures prises pour encourager la formation des agents de l'État à des stratégies efficaces de communication [par. 7 c)] et de leurs efforts pour lutter contre le profilage religieux [par. 8 d)]. Sur cette dernière question, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a apporté d'importants éléments d'orientation en novembre 2020 par le biais de sa recommandation générale n° 36 sur la prévention et l'élimination du recours au profilage racial par les représentants de la loi, dans laquelle il a également abordé les situations de discrimination double ou multiple, telles que la discrimination fondée sur le sexe ou la religion (CERD/C/GC/36, par. 4).

77. Comme l'ont indiqué les rapports précédents⁴¹, les femmes et les jeunes filles sont victimes de discriminations fondées à la fois sur le genre et sur la religion ou la conviction, et il est important de s'interroger sur la question de savoir dans quelle mesure elles sont concernées par le problème du profilage religieux. Les États sont invités à intégrer dans leurs futures contributions une référence supplémentaire, lorsqu'ils abordent la question de la discrimination fondée sur la religion ou la conviction, à la dimension de genre de cette discrimination et aux mesures prises en faveur des femmes et des filles aux fins de la mise en œuvre du plan d'action.

78. Les États peuvent également envisager d'analyser les causes profondes et complexes de la discrimination, de la violence et de l'intolérance religieuses, notamment la manière dont les programmes scolaires sont conçus et mis en œuvre. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 pourrait constituer un point d'ancrage pour atténuer les inégalités et les discriminations subies en raison de la religion ou des convictions, notamment par la réalisation des objectifs 1, 2, 3, 4, 5, 8, 10 et 16. Il a aussi été récemment proposé d'assurer le suivi du respect de la liberté de religion ou de conviction au moyen d'indicateurs structurels, d'indicateurs de processus et d'indicateurs de résultats afin de mesurer l'impact des interventions sur la réduction des inégalités liées à

³⁹ Au total, 12 contributions ont été reçues pour le dernier rapport de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/46/67) et 16 pour le précédent rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale (A/75/369).

⁴⁰ Pour une évaluation des contributions reçues entre 2012 et 2020, voir A/HRC/46/67, paragraphes 94 à 98.

⁴¹ A/75/369, par. 96, et A/74/229, par. 88.

la religion ou aux convictions (A/75/385, par. 61 et 65). En outre, les plans de lutte contre la COVID-19 doivent être conçus en tenant compte des causes profondes de la discrimination, de la violence et de l'intolérance.

79. Plusieurs États ont indiqué avoir adopté des mesures pour incriminer l'incitation à la violence imminente fondée sur la religion ou la conviction. Les dispositions ainsi adoptées ne doivent toutefois être utilisées ni pour étouffer la liberté d'opinion et d'expression ni pour restreindre l'espace civique, par exemple en attaquant les défenseurs et défenseuses des droits humains.

80. Dix ans après être parvenus au consensus historique de la résolution 16/18 du Conseil des droits de l'homme, les États sont encouragés à mieux utiliser les mécanismes existants pour mettre en œuvre le plan d'action. Il s'accompagne d'un mécanisme de mise en œuvre spécifique, à savoir le Processus d'Istanbul relatif à la lutte contre l'intolérance, la discrimination et l'incitation à la haine ou à la violence fondées sur la religion ou la conviction, et sept réunions internationales se sont tenues à ce jour à Washington, Londres, Genève, Doha, Djedda (Arabie saoudite), Singapour et La Haye. Les États sont également encouragés à se servir du processus d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme pour promouvoir la mise en œuvre du plan d'action, rendre compte des progrès accomplis et partager des exemples d'approches prometteuses. Les institutions nationales des droits de l'homme, les mécanismes nationaux de rapport et de suivi et les organisations de la société civile pourraient également inclure dans leurs rapports une analyse spécifique de la mise en œuvre du plan d'action.

81. Les États devraient également envisager de rendre opérationnelle la grille d'évaluation du seuil proposée dans le Plan d'action de Rabat, « qui ménage un juste équilibre entre la protection de la liberté d'expression et l'interdiction de l'incitation à la haine, en s'appuyant sur une évaluation au cas par cas du contexte, de l'orateur, de l'intention, du contenu du discours, de l'ampleur de sa diffusion et de la probabilité du préjudice »⁴². Dans ce contexte, il convient de se féliciter de ce qu'en 2021, le Conseil de surveillance de Facebook ait utilisé la grille d'évaluation du seuil de Rabat dans plusieurs décisions⁴³ et ait fait explicitement référence au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, aux observations générales des organes conventionnels, aux rapports des titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale et aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

82. Afin de prévenir l'intolérance, les stéréotypes discriminatoires et l'incitation à la haine, il est essentiel de s'élever contre l'intolérance religieuse à tous les niveaux, et ceci plus systématiquement, de manière collective et interconfessionnelle. Les agents publics, les chefs religieux, les responsables de la collectivité et les médias doivent faire entendre leur voix, en reconnaissant leur responsabilité collective, comme le souligne le plan d'action de Rabat⁴⁴. La Déclaration de Beyrouth et ses 18 engagements en faveur de la foi pour les droits reconnaissent l'importance qu'il y a à associer les chefs religieux à la lutte contre l'intolérance et à défendre fermement et sans tarder les droits humains. Le Secrétaire général a également insisté sur le rôle crucial qu'avaient à jouer les chefs religieux pour faire face aux multiples problèmes suscités par la COVID-

⁴² www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26937&LangID=E.

⁴³ <https://oversightboard.com/decision/>.

⁴⁴ Voir A/HRC/22/17/Add.4, annexe, par. 35 et 36.

19, notamment les discours de haine, la continuité de l'éducation et la violence faite aux femmes et aux filles⁴⁵.

83. Comme indiqué ci-dessus, des entités des Nations Unies telles que le HCDH, le Bureau de la prévention du génocide et de la responsabilité de protéger, l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies, l'UNESCO et l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice ont renforcé leur collaboration et leur coopération avec les organes conventionnels et les titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale, notamment dans les domaines de l'apprentissage entre pairs et de l'action conjointe contre la violence, la discrimination et l'incitation à la haine religieuse. Enfin, dans le cadre de la Stratégie et du Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine, le système des Nations Unies collabore étroitement avec les États, les organisations de la société civile, le secteur privé et les médias pour combattre les discours de haine.

⁴⁵ www.un.org/sg/en/content/sg/speeches/2020-05-12/remarks-role-of-religious-leaders-addressing-multiple-challenges-of-covid-19.